

Service Risques, Énergie et Climat  
Pointe de Jaham  
BP 7212 – cedex  
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 19/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARA raffinerie**

ZI Californie  
BP 436  
97232 Le Lamentin

Références :

RI ENV 24.174

Code AIOT : 0022200044

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 juillet 2024 dans l'établissement SARA raffinerie implanté ZI Californie BP 436 - 97210 Le Lamentin. L'inspection a été annoncée le 6 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARA raffinerie
- ZI Californie BP 436 97210 Le Lamentin
- Code AIOT : 0022200044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) est autorisée à exploiter, depuis 1969, des installations de raffinage de pétrole sur le site de Californie au Lamentin.

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 0041214 du 11 mai 2004 modifié. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes, classée SEVESO seuil haut et à la directive IED, du fait notamment de ses capacités de fabrication et de stockage d'hydrocarbures et de gaz inflammables liquéfiés.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Sécheresse
- Eau de surface
- IED-MTD
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Polluants organiques persistants (PFOA-PFCA)	Règlement européen du 20/06/2019, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Émissions diffuses de COV	AP Complémentaire du 10/03/2022, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	MTD torchères	AP Complémentaire du 10/03/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Vitesse d'éjection des effluents gazeux	AP Complémentaire du 10/03/2022, article 4	Demande d'action corrective	5 mois
10	Greenwater - traitement des rejets aqueux	AP Complémentaire du 06/07/2020, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
11	Greenwater - prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 06/07/2020, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
12	Incident du 6 mai 2024	Code de l'environnement du 04/07/2024, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure - rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 10/11/2023, article 1	Sans objet
2	Caractérisation pollution des sols par des hydrocarbures (PZ15)	AP Complémentaire du 10/11/2023, article 2 et 3	Sans objet
3	Rejets PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Sans objet
5	Arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
8	Surveillance des rejets de l'URV	AP Complémentaire du 10/03/2022, article 5 et 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que les suites données à l'inspection "risques chroniques" de 2023 sont globalement satisfaisantes, notamment en ce qui concerne les actions engagées en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure (conformité des rejets aqueux) et à l'arrêté préfectoral complémentaire (caractérisation de la pollution autour du piézomètre repéré PZ15). Des points restent toutefois en suspens ou à approfondir.

Concernant l'application de l'arrêté ministériel "sécheresse", l'implication de l'exploitant est à souligner.  
Enfin, l'analyse de l'incident survenu le 6 mai 2024 est jugée solide.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en demeure - rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> La société anonyme de raffinerie des Antilles (SARA) exploitant une installation de raffinage et stockage de produits pétroliers sise ZI Californie sur la commune du Lamentin, est mise en demeure de respecter, avant le 30 avril 2024, les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié susvisé ainsi que celles de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2022 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les causes des dépassements des rejets azotés avaient été identifiées et que les actions correctives avaient été mises en œuvre au cours de l'arrêt pour maintenance des installations qui s'est déroulé en début d'année. Des débouchages et des remplacements de lignes sur le système de traitement des eaux de l'unité 16 ont été réalisés pour permettre le stripping de l'azote qui n'était plus opérationnel du fait des colmatages. Les consignes d'exploitation ont également évolué (rinçage des lignes en cas d'arrêt de plus d'une semaine) pour éviter de futurs colmatages. Des brides ont aussi été installées sur les lignes pour permettre des débouchages en marche le cas échéant. L'inspection a noté que les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux des mois d'avril et de mai étaient encourageants (pas de non conformité des rejets azotés, des dépassements ponctuels pour les MES et la DCO) mais considère que seul un retour d'expérience plus long permettra de justifier de l'efficacité des mesures pour un retour à la conformité pérenne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les consignes d'exploitation modifiées susmentionnées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Caractérisation pollution des sols par des hydrocarbures (PZ15)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/11/2023, article 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 2</b> Des investigations des sols sur le paramètre hydrocarbures totaux (HCT) sont menées autour du piézomètre repéré PZ15, avant le 31 mars 2024, afin de caractériser finement l'étendue de la pollution (étendue, profondeur...). Le plan d'investigations devra être étayé en vue d'être approuvé par l'inspection des installations classées avant sa mise en œuvre. Sur la base des résultats de mesures issus de ces investigations, une évaluation de l'impact sanitaire associé à la pollution sera réalisée et transmise avant le 31 mai 2024. Les probabilités et modalités de migration de la pollution seront également détaillées.  <b>Article 3</b> Si l'évaluation de l'impact sanitaire mentionnée à l'article 2 met en évidence une incompatibilité avec l'usage du site ou qu'un risque de migration de la pollution est identifié, des mesures de gestion seront proposées par l'exploitant avant le 31 mai 2024.
<b>Constats :</b> L'inspection a noté que les investigations demandées par l'arrêté préfectoral complémentaire du

<p>10 novembre 2023 pour caractériser finement l'étendue de la pollution (étendue, profondeur...) autour du piézomètre repéré PZ15 étaient en cours de finalisation.</p> <p>Une évaluation des risques sanitaires (ERS) réalisée sur la base des mesures effectuées au niveau du piézomètre en 2021 avait par ailleurs été transmise en réponse au rapport consécutif à l'inspection de 2023. Cette dernière concluait que l'état environnemental du site était compatible avec l'usage actuel : activité industrielle avec le passage de travailleurs ainsi qu'avec la présence d'habitations en limite de site.</p> <p>L'exploitant a précisé que les premiers résultats des sondages complémentaires réalisés en juin confirment que la pollution est localisée au niveau du site et laisse penser que cette dernière est historique. Les niveaux d'hydrocarbures relevés ne remettraient <i>a priori</i> pas en cause les conclusions de l'évaluation des risques sanitaires susmentionnée.</p> <p>Un plan d'actions est en cours de définition et devrait inclure une poursuite de la surveillance ainsi qu'un pompage/écrémage régulier de la phase flottante d'hydrocarbures.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communique à l'inspection le rapport des investigations réalisées en réponse à l'exigence de l'arrêté préfectoral susmentionné ainsi qu'une position concernant la non remise en cause des conclusions de l'ERS et les mesures de gestion qui découlent de ces investigations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Rejets PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 3 - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. [...]</p> <p>Art 4 - I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2 de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3 de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. [...]</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement avait été réalisée par un laboratoire accrédité COFRAC dans les conditions prévues par les dispositions susmentionnées.</p> <p>La première campagne ayant été réalisée au cours de l'arrêt pour maintenance des installations, elle n'a pas forcément été faite dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Toutefois, les résultats des 2 autres campagnes effectuées les mois suivants mettant en évidence des concentrations similaires, cela ne remet pas en cause la représentativité de la campagne dans sa globalité. En effet, sur l'analyse des 28 composés effectués incluant l'analyse de l'indice AOF, 12 sont présents sur le site et se trouvent principalement de l'école à feu référencé PH3.</p> <p>Interrogé par l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si les niveaux mesurés</p>

<p>étaient du même ordre de grandeur que ceux observés sur des installations similaires.</p> <p>L'inspection note enfin que l'exploitant a entamé des réflexions relatives à l'utilisation d'émulseurs sans PFAS (ce qui est désormais le cas pour les exercices) et qu'un curage de 80 m<sup>3</sup> d'eaux et boues résiduelles présentes dans le bassin associé à l'école à feu pour incinération avait déjà été effectué. Par ailleurs, l'exploitant envisage un prélèvement en interne après la vidange de ce dernier avec la réalisation de l'analyse par un laboratoire accrédité COFRAC.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant précise si les niveaux de polluants mesurés sont du même ordre de grandeur que ceux observés sur des installations similaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Polluants organiques persistants (PFOA-PFCA)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Substances chimiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a noté que l'inventaire des déchets et produits d'émulseurs était en cours de finalisation par l'exploitant avec une déclaration prévue au plus tard le 31 août 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communique l'état des stocks tel que prévu par l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Arrêté ministériel sécheresse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li> <li>• alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li> <li>• alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li> <li>• crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les exigences susmentionnées ont été respectées, à l'exception des semaines 25 et 26 du fait de dysfonctionnements survenus sur l'installation de dessalement d'eau de mer Greenwater (encrassement de membranes suite à sursollicitation de l'installation du fait de la période de sécheresse), et note que le reporting a été effectué tel que demandé. Elle salue les efforts de l'exploitant pour appliquer les dispositions de l'arrêté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Émissions diffuses de COV

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/03/2022, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la surveillance des émissions diffuses de COV dans l'air sur l'ensemble du site, l'exploitant met en œuvre toutes les meilleures techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• méthodes par reniflage associées à des courbes de corrélation pour les principaux équipements ;</li> <li>• techniques de détection des gaz par imagerie optique ;</li> <li>• calcul des émissions chroniques sur la base des facteurs d'émission validés périodiquement (une fois tous les deux ans, par exemple) par des mesures ;</li> <li>• la détection et la quantification des émissions de l'ensemble du site au moyen de campagnes périodiques par des techniques basées sur l'absorption optique telles que le lidar à absorption différentielle (DIAL) ou la mesure en occultation solaire (SOF) constituent une technique complémentaire utile.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'issue de l'inspection du 10 octobre 2023, il avait été demandé à l'exploitant d'apporter des éléments relatifs au caractère non adapté de la dernière technique (éléments technico-économiques). Ces éléments n'ont pas été communiqués à ce jour.</p> <p>Au cours de l'inspection du 4 juillet 2024, il a été noté que la dernière campagne de reniflage avait mis en évidence un nombre de fuite nettement plus important que lors de la campagne précédente, sans que l'exploitant soit en mesure d'expliquer cette augmentation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet les éléments relatifs au caractère non adapté de la dernière technique mentionnée à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2022.</p> <p>L'exploitant apporte également des informations sur les causes d'augmentation du nombre de fuites relevées entre les 2 campagnes de reniflage et détaille les actions prévues pour réduire ces fuites.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 7 : MTD torchères**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/03/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le périmètre auquel s'appliquent les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du Livre V du code de l'environnement est le suivant : réformage catalytique, dessalage, unité de combustion pour la production d'énergie, séparation des gaz, procédés consommant de l'hydrogène, distillation primaire, traitement des produits, stockage et manutention des produits de raffinage, traitement des gaz résiduels, traitement des eaux résiduelles, gestion des déchets. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables au site, telles que décrites en particulier dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au raffinage de pétrole et de gaz (BREF REF) ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R.515-62 du code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté. MTD 55. Afin d'éviter les émissions atmosphériques provenant des torchères, la MTD consiste à ne recourir au torchage des gaz que pour des raisons de sécurité ou pour les situations opérationnelles non routinières (opérations de démarrage et d'arrêt, par ex.).
<b>Constats :</b> A l'issue de l'inspection du 10 mai 2023, il avait été demandé à l'exploitant d'apporter les éléments permettant de justifier que les opérations de torchage en marche normale sont des torchages de sécurité "indirecte" et non des torchages de "confort" en explicitant en particulier les marges de pilotage retenues ainsi que les difficultés rencontrées empêchant de renvoyer les gaz vers les installations (fours par exemple).  L'inspection constate que les éléments qualitatifs transmis ne sont pas suffisants pour justifier l'application de la MTD 55. Des données quantitatives doivent être apportées notamment en ce qui concerne les marges de pilotage retenues ainsi que les difficultés rencontrées empêchant de renvoyer les gaz vers les installations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet les éléments complémentaires demandés pour justifier de l'application de la MTD 55.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Surveillance des rejets de l'URV**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/03/2022, article 5 et 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 5 [...] Les rejets issus de l'unité de récupération des vapeurs (URV) du poste de chargement des camions doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration : COVnm : 10 g/Nm <sup>3</sup> Benzène : 1 mg/Nm <sup>3</sup>  Article 6 [...] La surveillance des rejets issus de l'unité de récupération des vapeurs (URV) du poste de chargement des camions est réalisée conformément aux dispositions de la directive 94/63/CE du Parlement européen et du Conseil. [...]



**Constats :**

A l'issue de l'inspection du 10 octobre 2023, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place une surveillance du benzène conformément aux exigences susmentionnées. Il lui avait également été demandé d'investiguer sur les causes des dépassements et de faire part à l'inspection des actions correctives identifiées pour y remédier.

En réponse, l'exploitant a apporté les informations suivantes :

*La mesure du benzène en continu s'avère très lourde d'un point de vue technico-économique. En effet, nos fournisseurs habituels pour l'industrie nous ont dit qu'ils ne font pas du tout ce type de matériel. Après élargissement des recherches, les appareils permettant de mesurer de manière spécifique et isolée le benzène en continu sont plutôt de type Chromatographie Phase Gaz avec un matériel sensible et une tarification à partir de 50 000 € sans les travaux de génie civil associés (nécessité d'un local pas trop loin). La question de la compatibilité avec notre milieu industriel et surtout notre proximité avec la mer (corrosion) se pose également. Nous poursuivons donc nos investigations. Pour information, nous étudions en parallèle la solution de l'estimation du benzène par le calcul à partir de la concentration en COV qui nous paraît être aussi une solution de suivi à ne pas écarter.*

*Les COV sont généralement conformes sur l'unité comme vous avez pu le constater, de rares dépassements peuvent néanmoins être observés. La remontée d'information trop tardive n'a pas permis d'analyser les rares dépassements observés. Afin de nous améliorer sur ce point, une remontée d'information mensuelle sur le COV va être mise en place.*

Lors de l'inspection du 4 juillet 2024, l'inspection a par ailleurs fait remarquer que la MTD n°52 comprenait une précision sur la surveillance des rejets en benzène : *La surveillance du benzène n'est pas indispensable lorsque le niveau des émissions de COVNM se situe dans le bas de la fourchette*. Il a en outre précisé que, hors dépassements ponctuels, les valeurs en COVnm étaient de l'ordre de 3 g/Nm<sup>3</sup>, soit bien inférieures à la limite de 10 g/Nm<sup>3</sup>.

L'inspection interrogera le ministère sur cette notion de "bas de la fourchette".

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Vitesse d'éjection des effluents gazeux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/03/2022, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Le tableau présent à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2004 modifié est remplacé comme suit :

[...]

Conduit n°2 : vitesse minimale d'éjection (m/s) : 8 [...]

**Constats :**

A l'issue de l'inspection du 10 octobre 2023, il avait été demandé à l'exploitant d'établir un état des lieux relatif aux vitesses d'éjection sur tous les conduits du site. Il devait en outre préciser les actions (et l'échéancier associé) décidées pour mettre en conformité les installations pour lesquelles la vitesse minimale d'éjection des effluents gazeux n'était pas respectée.

En réponse, l'exploitant a indiqué avoir fait l'analyse demandée. Cette analyse a mis en évidence les points suivants :

- l'arrêté préfectoral est erroné en ce qui concerne la vitesse d'éjection du conduit n°12 au regard du débit minimal dans ce dernier (ce point sera corrigé à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire) ;
- les vitesses minimales d'éjection sont respectées pour les autres conduits à condition de fonctionner à débit nominal, à l'exception du conduit n°1.

Pour ce conduit, l'exploitant est en train de travailler sur des solutions techniques pour augmenter la vitesse d'éjection, notamment l'installation de cônes de réduction de diamètre. Toutefois, cette solution ne permettra pas d'atteindre le débit minimal d'après les modélisations effectuées.

L'exploitant a donc prévu de déposer une demande de dérogation à l'arrêté ministériel "combustion" (la vitesse imposée dans l'arrêté préfectoral découlant d'une exigence de cet arrêté).
Compte tenu de ces éléments, l'inspection considère qu'une mise en demeure de respecter la vitesse minimale d'éjection n'est pas appropriée <b>à ce stade</b> . Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé au préfet pour encadrer la remise de cette demande de dérogation. Cette dernière devra bien évidemment comprendre notamment une étude technico-économique justifiant l'impossibilité d'atteindre le niveau de performance fixée par la réglementation et la justification de l'acceptabilité en termes d'impact environnemental et sanitaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet une demande de dérogation à l'arrêté ministériel "combustion" relative à la vitesse minimale d'éjection du conduit n°1.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 10 : Greenwater - traitement des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) [...] doit, pour l'unité de dessalement et l'unité d'écofiltration, qu'elle exploite à la même adresse, respecter les prescriptions des articles 2 à 6 du présent arrêté. Les installations se composent : [...] - d'une unité d'écofiltration qui traitera les eaux sortantes de la station de Traitement des Eaux Résiduaires (TER) avant rejet dans le bassin de mélange. Ce dispositif d'épuration complémentaire est mis en place au plus tard au 1er août 2021.</p>
<p><b>Constats :</b> A l'issue de l'inspection du 10 octobre 2023, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place, dans les meilleurs délais, l'installation d'écofiltration.</p> <p>En réponse, l'exploitant avait apporté les informations suivantes : <i>Le projet d'ECOFILTRATION est actuellement au stade d'avant-projet détaillé. La SARA maintient toujours sa volonté d'amélioration même au-delà des prescriptions réglementaires, cependant trois facteurs importants freinent le développement de ce projet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>La place nécessaire au projet n'est pas encore disponible : l'unité d'ECOFILTRE est conditionnée au déplacement de la torche froide et le démantèlement de l'ancienne pomperie. A ce jour seule la pomperie est démantelée, ces opérations étant non prioritaires dans l'arbitrage des projets par rapport aux coûts.</i></li> <li>• <i>Une révision du scope a dû être réalisée pour adapter le projet aux évolutions et nouveautés.</i></li> <li>• <i>Le coût du projet actuel de près de 2,5 millions d'euros représente un impact très fort dans la situation économique actuelle de la SARA et doit absolument être revu.</i></li> </ul> <p><i>Pour toutes ces raisons et en prenant en compte le fait que le traitement actuel du TER permet d'obtenir des rejets conformes, nous continuons nos investigations afin de trouver la meilleure option technico-économique et pérenne pour le site.</i></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de se positionner clairement sur le dimensionnement et l'échéance de mise en œuvre du système d'écofiltration. Dans le cas où il ne jugerait plus ce système pertinent, il formule une demande de modification de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2020 en justifiant que son absence ne remet pas en cause les conclusions de l'étude d'impact associée au projet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 2 mois</b>
---------------------------------------

**N° 11 : Greenwater - prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2020, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la sécurité, sont limités aux quantités suivantes : Réseau public : Consommation maximale annuelle : 50 000 m <sup>3</sup> ; Débit maximal [...] Milieu de surface (mer) : Consommation maximale annuelle : 766 667 m <sup>3</sup> ; Débit maximal horaire : 90 m <sup>3</sup> /h [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 10 octobre 2023, il avait été constaté que, du fait des problèmes de fiabilité mentionnés au constat précédent, les prélèvements d'eau sur le réseau public avaient largement excédé la limite fixée (plus de 5 fois la consommation autorisée en 2022). Elle avait également noté que le suivi des débits de prélèvements d'eau de mer n'était pas réalisé. En réponse, l'exploitant avait apporté les éléments permettant de justifier d'un suivi des prélèvements d'eau de mer en cohérence avec les exigences réglementaires.  Lors de l'inspection du 4 juillet 2024, il a été constaté que, malgré l'amélioration des performances du système Greenwater, le dimensionnement des besoins en prélèvement d'eau sur le réseau public avait été sous-estimé. Il convient donc de mettre en cohérence l'arrêté préfectoral avec la réalité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet un dossier de demande de modification de l'arrêté préfectoral en justifiant l'inadaptation des prescriptions au regard des besoins en eau du site, et ce malgré la mise en service du système Greenwater.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Incident du 6 mai 2024**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/07/2024, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution aqueuse accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le 6 mai 2024, entre 6h et 7h du matin, la présence de boues sur le plan d'eau à proximité immédiate du site a été observée. Les rejets des eaux issues du système de traitement des eaux résiduaires ont donc été interrompues. Une reconnaissance en mer et sur terre a été effectuée.

Après évaluation de la situation sur le terrain, environ 90% du produit est resté confiné dans le barrage au droit de la torche, et 10% du produit est sorti le long de la rive (au niveau de l'attache du barrage). Le produit sorti en dehors du barrage a impacté la côte sur environ 150 mètres vers l'ouest. Dès 09h30, 2 barrages supplémentaires ont été déployés pour renforcer le barrage déjà en place au droit de la torche et confiner le produit au droit de la zone de rivage impactée. Des bou-dins et des tapis absorbants ont également été utilisés pour récupérer le produit. En parallèle, l'entreprise E-Compagnie a mobilisé 2 camions hydrocureurs et ses équipes d'intervention pour procéder aux opérations de pompage du produit. Vers 18h, le produit est confiné par les barrages et une bonne partie du produit a été pompée. Les opérations de pompage et de nettoyage se poursuivent le mardi 7 mai.

L'exploitant a informé le jour même l'inspection des installations classées. Il transmet le lendemain le détail des actions menées à la suite de l'incident ainsi qu'un retour d'expérience à chaud. Préablement à l'inspection du 4 juillet 2024, il communique un rapport d'incident détaillant les causes de l'incident et identifiant les actions prises pour éviter le renouvellement d'un incident similaire.

L'inspection des installations classées considère que l'analyse de l'exploitant est solide. Elle note que cette dernière a légèrement évolué par rapport à celle transmise en amont de l'inspection. Elle constate également que plusieurs équipements critiques (détecteurs, pompes...) étaient dé-faillants et n'avaient pas fait jusqu'à présent l'objet de maintenance préventive ou de tests. Les modalités de by-pass des bassins d'orage (repérés B160) vers le canal venturi méritent également d'être éclaircies.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le rapport d'incident mis à jour suite aux échanges sur le sujet lors de l'inspection.

Il tient informée l'inspection de l'avancée des actions entreprises pour identifier les éléments critiques et améliorer leur maintenance/suivi pour s'assurer de leur disponibilité.

Il transmet également la consigne relative au by-pass des bassins d'orage (critères pour être dans cette configuration et critères pour basculer d'une configuration à l'autre notamment).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois